

S.S.

5/10/06

06/A 3257

EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE

Société Anonyme
Capital Social : 1.574.016 €
Siège Social : 1 rue du Champ de la Vigne

74600 - SEYNOD

SIREN 385.274.196 R.C.S. ANNECY

**PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 30 MARS 2006**

L'an deux mil six, le trente mars à dix-sept heures, les actionnaires de la Société « EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE », Société Anonyme au capital de 1.574.016 €, dont le siège est à SEYNOD - 74600 - Rue du Champ de la Vigne, se sont réunis dans les bureaux de la société « EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE » à VOGLANS - 73420 - Rue de la Françon n°40, en Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire, sur la convocation qui leur a été faite à tous les actionnaires nominatifs en date du 15 mars 2006.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée en entrant en séance par tous les actionnaires présents et par les mandataires des actionnaires représentés.

Monsieur Michel REVIL-SIGNORAT préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur *Janin Ausas* représentant la société « EUREX - COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE » et Monsieur Jean-Marc BRUYERE représentant la Société « EUREXCO », qui sont tant personnellement que comme mandataires, les deux plus forts actionnaires présents à l'Assemblée, acceptant ces fonctions, sont nommés Scrutateurs.

Et Monsieur Emmanuel GRY est choisi comme Secrétaire.

Monsieur Paul MOLLIN, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président constate que la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau fait ressortir que les actionnaires présents ou représentés possèdent plus du tiers des actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée réunissant le quorum requis peut valablement délibérer tant en sa forme Ordinaire qu'en sa forme Extraordinaire.

Il rappelle ensuite que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant :

MRS

J.M.

J.M.

E.G.

ORDRE DU JOUR

I - COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- Rapport de gestion sur l'activité de la société durant l'exercice clos le 30 septembre 2005 ;
- Rapports du Commissaire aux comptes sur les comptes et le bilan de cet exercice et sur les conventions visées à l'article L 225-38 et suivants du Code de Commerce ;
- Approbation desdits comptes, bilan et conventions ; Quitus aux Administrateurs ;
- Affectation des résultats ;
- Questions diverses.

II - COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration ;
- Délégation de pouvoirs au Conseil en vue d'une augmentation de capital réservée aux salariés ;
- Augmentation du capital social d'un montant de 333.552 € par émission de 20.847 actions nouvelles de numéraire, à libérer en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société ;
- Conditions et modalités de l'émission des actions nouvelles ;
- Pouvoirs à déléguer au Conseil d'Administration ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs pour les formalités ;
- Questions diverses.

Puis, il dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- 1°) Un exemplaire de la lettre de convocation à tous les actionnaires nominatifs ;
- 2°) Un exemplaire de la lettre de convocation adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au Commissaire aux Comptes accompagné de l'accusé de réception en attestant l'envoi ;
- 3°) La feuille de présence à l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires, et la liste des actionnaires ;
- 4°) L'inventaire des valeurs actives et passives de la société, les comptes annuels ainsi que leurs annexes au 30 septembre 2005 ;
- 5°) Le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration ;
- 6°) Le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- 7°) Les rapports du Commissaire aux comptes ;
- 8°) Et les projets des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que l'inventaire, les comptes annuels, le rapport de Gestion établi par le Conseil d'Administration, le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Extraordinaire, les rapports du Commissaire aux comptes, la liste des actionnaires, les projets des résolutions ainsi que tous les autres documents et renseignements mentionnés aux articles L 225-115 du Code de Commerce et 135 du décret n° 67.236 du 23 mars 1967 ont été tenus à la disposition des actionnaires au siège social à compter de la convocation de l'Assemblée.

Le Président donne ensuite lecture des rapports du Conseil d'Administration.

Monsieur Paul MOLLIN, Commissaire aux Comptes, donne également lecture de ses rapports.



Ces lectures terminées, le Président ouvre la discussion.

La discussion close et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

I – COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu :

- la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société durant l'exercice clos le 30 septembre 2005 ;
- et la lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission au cours de cet exercice ;

approuve les comptes dudit exercice comprenant le compte de résultat, le bilan et son annexe, tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle constate l'absence de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

Enfin, elle donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Cette résolution mise aux voix est

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2005, s'élevant à la somme nette de 114.764,30 € :

Affectation :

- Au compte « Autres Réserves », ci	€.	114.764,30
- Réserves antérieures	€.	342.952,37
		<hr/>
TOTAL DES BENEFICES DISTRIBUABLES	€.	457.716,67

L'Assemblée Générale décide de distribuer :

- Aux actionnaires, à titre de dividendes, ci	€.	59.025,60
---	----	-----------

Ainsi, chacune des 98.376 actions composant le capital de la Société recevra un dividende de 0,60 €.

Ce dividende sera mis en paiement dans les délais légaux.

Sur le plan fiscal, conformément aux dispositions en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006, ce dividende n'est pas assorti d'un avoir fiscal mais il ouvre droit, au profit des actionnaires personnes physiques, à l'abattement de 40% calculé sur la totalité de son montant.

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes au titre des trois derniers exercices sociaux :

- Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2002 : Un dividende total de 59.025,60 €, soit un dividende de 0,60 Euro par action, assorti d'un avoir fiscal de 50 %.
- Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2003 : Un dividende total de 59.025,60 €, soit un dividende de 0,60 Euro par action, assorti d'un avoir fiscal de 50 %.
- Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2004 : Un dividende total de 59.025,60 €, soit un dividende de 0,60 Euro par action.

Cette résolution mise aux voix est

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de Commerce, et statuant sur ce rapport, déclare approuver les conventions qui y sont énoncées.

Cette résolution mise aux voix est

II – COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Première Résolution

L'Assemblée Générale, statuant dans le cadre des dispositions impératives de l'article L 225-129 – VII du Code de Commerce, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes :

- délègue au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet d'augmenter le capital social dans les conditions prévues à l'article L 443-5 du Code du Travail, en une ou plusieurs fois pendant une période de vingt quatre mois à compter du jour de la présente Assemblée, par l'émission d'actions nouvelles dans la limite de 3 % du nombre de titres composant à ce jour le capital social ;
- décide que cette augmentation de capital sera réservée aux salariés adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise ou d'un Plan Partenarial d'Epargne Salariale Volontaire, et, par conséquent, supprime le droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit desdits salariés ;
- détermine que le prix des actions souscrites en application de la présente délégation sera fixé selon les règles définies à l'article L 443-5 du Code du Travail.

L'Assemblée donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour procéder à cette augmentation de capital, dans la limite ci-dessus fixée, aux dates, dans les délais et selon les modalités qu'il arrêtera, en conformité avec les prescriptions légales et statutaires, notamment :

- fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre, leur date de jouissance, le prix d'émission, ainsi que les dates et conditions de leur émission ;
- fixer le cas échéant, les conditions que devront remplir les bénéficiaires des actions nouvelles ;
- arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions ;

- recueillir les souscriptions aux actions nouvelles et les versements y afférents ;
- accomplir toutes formalités résultant de la ou des augmentations de capital qui pourront être réalisées, et notamment les modifications corrélatives des statuts.

Cette résolution mise aux voix est

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, et ayant constaté que le capital est intégralement libéré, décide d'augmenter le capital social d'une somme de TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENT CINQUANTE DEUX (333.552) € pour le porter de la somme de UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEIZE (1.574.016) € à la somme de UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €, par émission de VINGT MILLE HUIT CENT QUARANTE SEPT (20.847) actions nouvelles de SEIZE (16) € de valeur nominale chacune.

Ces actions seront émises au prix unitaire de VINGT SEPT (27) €, soit avec une prime d'émission de ONZE (11) € par action. Le montant de la prime d'émission sera inscrit au passif du bilan à un compte spécial « prime d'émission » sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires anciens et nouveaux.

Elles seront libérées en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, lors de la souscription, de la totalité de la valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission, soit la somme de VINGT SEPT (27) €.

Les actions nouvelles porteront jouissance du jour de la réalisation définitive de l'augmentation du capital social. A compter de cette date, elles seront assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

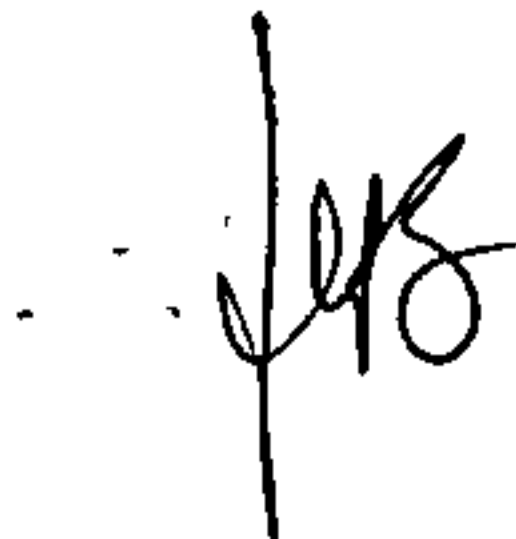
Un droit de souscription est attaché à chaque action ancienne. Ce droit de souscription est négociable dans les conditions et selon les modalités prévues par les statuts.

Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel, au profit de bénéficiaires dénommés ou non, à leurs droits de souscription. Cette renonciation qui doit être effectuée dans les conditions prévues par la Loi est, en outre, soumise aux conditions de réserve prévues par les statuts pour les cessions d'actions.

Les propriétaires ou les cessionnaires de droits de souscription, ainsi que les bénéficiaires des renonciations individuelles, pourront souscrire à titre irréductible à 0,2119 actions nouvelles pour 1 ancienne.

Ils jouiront en outre d'un droit de souscription à titre réductible. Les actions non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux titulaires de droit de souscription, qui auront souscrit un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible et ce proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription et, en tout état de cause, dans la limites de leurs demandes.

Si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital :



- les actions non souscrites ne pourront pas être réparties totalement ou partiellement par le conseil d'administration ;
- elles ne pourront pas être offertes au public.

Le conseil d'administration pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital.

Les souscriptions et les versements seront reçus au siège social du 10 avril 2006 au 26 avril 2006. Les fonds seront déposés dans les huit jours de leur réception à une banque.

La souscription pourra être clôturée dès que tous les droits de souscription à titre irréductible auront été exercés ou que l'augmentation aura été intégralement souscrite après renonciation individuelle, par les actionnaires qui n'auront pas souscrit, à leurs droits de souscription.

Cette résolution mise aux voix est

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale décide, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, objet de la première résolution, de modifier comme suit les articles 6 et 8 des statuts, savoir :

ARTICLE 6 - APPORTS (nouvelle rédaction)

1) Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) Francs en numéraire, correspondant au montant nominal de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) actions de CENT (100) Francs chacune composant le capital social. Ces 10.500 actions ont été intégralement souscrites et libérées du quart à la souscription, soit la somme de 262.500 Francs.

2) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 15 septembre 1992, le capital a été augmenté d'une somme de 1.100.000 Francs par suite de l'apport partiel d'actif effectué par la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY".

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY, ONZE MILLE (11.000) actions de CENT (100) Francs chacune, entièrement libérées.

3) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mars 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs pour le porter de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs à QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs, par l'émission de 21.500 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

4) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 27 septembre 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de CINQ MILLIONS DE FRANCS (5.000.000 F) pour le porter de QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs à NEUF MILLIONS TROIS CENT MILLE (9.300.000) Francs, par l'émission de 50.000 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, libérées en numéraire.

5) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 29 septembre 2000, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de CINQ CENT TRENTE SEPT MILLE SIX CENTS (537.600) Francs pour le porter de NEUF MILLIONS TROIS CENT MILLE (9.300.000) Francs à NEUF MILLIONS HUIT CENT TRENTE SEPT MILLE SIX CENTS (9.837.600) Francs, par l'émission de 5.376 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées en numéraire.

6) Suivant procès-verbal en date du 15 mars 2002, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 74.283,55 € par incorporation de la même somme prélevée sur le poste de réserves « Autres Réserves » inscrit au bilan de la société et élévation de la valeur nominale des actions existantes à 16 €. Le capital social est ainsi fixé à UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEIZE (1.574.016) Euros.

7) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mars 2006, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENT CINQUANTE DEUX (333.552) € pour le porter de UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEIZE (1.574.016) € à UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €, par l'émission de 20.847 actions nouvelles de 16 € de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces ou par compensation avec des créances certaines liquides et exigibles sur la Société.

Le capital social est ainsi fixé à la somme de UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL (nouvelle rédaction)

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €. Il est divisé en CENT DIX NEUF MILLE DEUX CENT VINGT TROIS (119.223) actions d'une seule catégorie de SEIZE (16) € chacune, à concurrence de 108.223 actions de numéraire intégralement libérées et de 11.000 actions d'apport intégralement libérées.

Cette résolution mise aux voix est

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration et à son Président pour procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital, modifier, le cas échéant, les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, constater les libérations par compensation, prendre toutes mesures utiles pour la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Le conseil d'administration est autorisé à modifier corrélativement les statuts.

Cette résolution mise aux voix est

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité et autres.

Cette résolution mise aux voix est

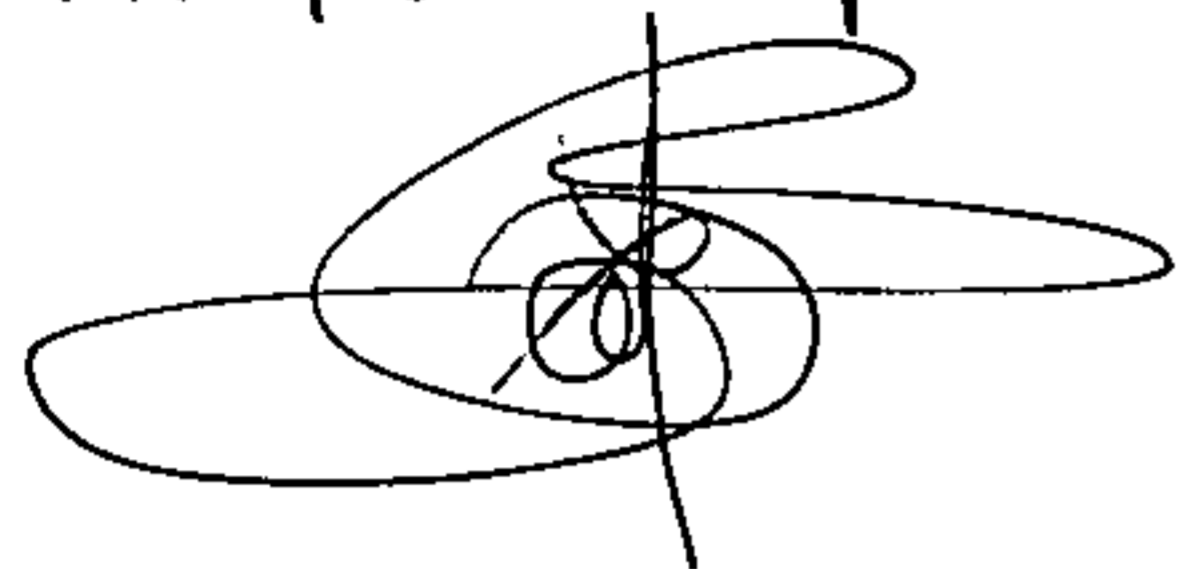
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix-huit heures.



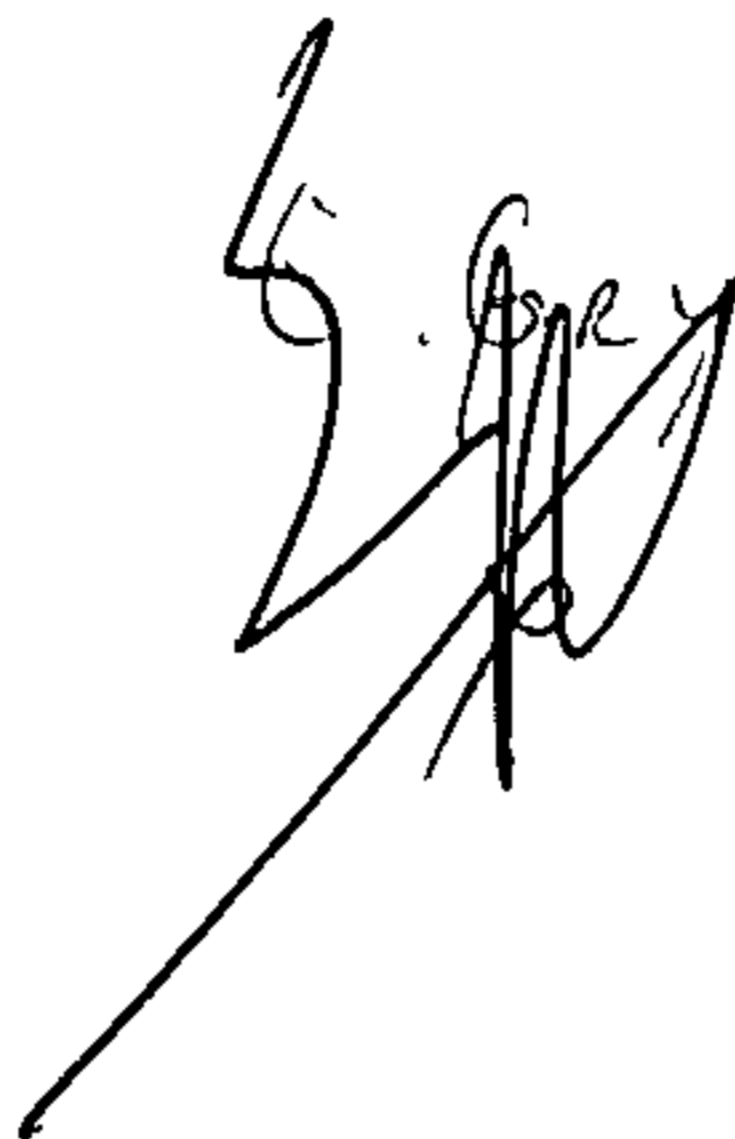
De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé après lecture par le Président et les Membres du Bureau.

LE PRESIDENT

N. Reül Sigorat.

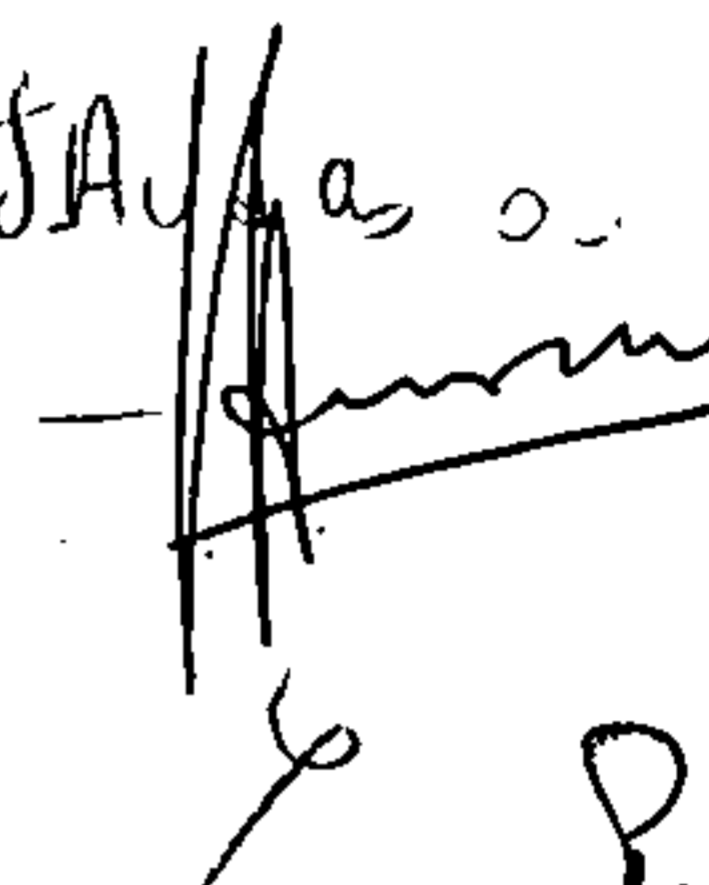


LE SECRETAIRE



LES SCRUTATEURS

Pour EuroCFE Pour Euro
J. Auffas J. Bruyer



Pour Euroco



Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE SEYNOD

Le 02/05/2006 Bordereau n°2006/154 Case n°2

Ext 355

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

Le Receveur principal

✓



EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE

Société Anonyme
Capital Social : 1.574.016 €
Siège Social : 1 rue du Champ de la Vigne

74600 - SEYNOD

* * *

SIREN 385.274.196 R.C.S. ANNECY

* * *

PROCES-VERBAL DE DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 28 JUIN 2006

L'an deux mil six, le vingt-huit juin à dix-sept heures, le Conseil d'Administration de la Société « EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE », Société Anonyme au capital de 1.574.016 €, dont le siège est à SEYNOD - 74600 - Rue du Champ de la Vigne, s'est réuni au siège social sur convocation de son Président.

Le registre de présence émargé en entrée de séance fait ressortir que plus de la moitié des membres du Conseil sont présents.

En conséquence, le Conseil peut valablement délibérer.

Monsieur Patrick CATHERIN et Mademoiselle Sandrine LACHAUD, membres du Comité d'Entreprise, régulièrement convoqués, n'assistent pas à la réunion.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michel REVIL-SIGNORAT, Président, assisté de Monsieur Jean-Marc BRUYERE, désigné en qualité de Secrétaire pour la présente réunion.

Le Président rappelle alors que l'ordre du jour de la présente réunion est le suivant :

ORDRE DU JOUR

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de 333.552 € décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 2006 ;
- Questions diverses.

Monsieur le Président donne ensuite toutes informations et renseignements nécessaires et aborde les points figurant à l'ordre du jour.

Le Président rappelle et expose ce qui suit :

1. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 2006 a décidé une augmentation de capital de TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENT CINQUANTE DEUX (333.552) € par l'émission de 20.847 actions nouvelles de 16 € nominal chacune, émises au prix de 27 € l'action, soit avec une prime d'émission de 11 €, à libérer lors de la souscription, en totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission, en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société, de la totalité de leur valeur nominale ; cette souscription étant réservée par préférence aux propriétaires d'actions anciennes ou aux cessionnaires ou bénéficiaires des droits de souscription attachés auxdites actions, à titre irréductible et réductible, à raison de 0,2119 actions nouvelles pour 1 ancienne. Elle a décidé, en conséquence, de modifier les articles 6 et 8 des statuts et a donné tous pouvoirs au Conseil en vue de ces modifications.

L'Assemblée Générale a décidé que les souscriptions aux actions nouvelles seraient reçues au siège social du 10 avril 2006 au 26 avril 2006 inclus.

Elle a décidé en conséquence de modifier les articles 6 et 8 des statuts.

2. Lors de sa réunion du 3 avril 2006, le Conseil d'Administration, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 2006, a allongé la période de souscription et décidé que les souscriptions aux actions nouvelles seraient reçues au siège social du 10 avril 2006 au 10 mai 2006 inclus. Le Conseil d'Administration a constaté que l'ensemble des formalités de publicité prévues par les dispositions réglementaires a été régulièrement effectué.

3. Le délai de souscription s'est trouvé clos par anticipation le 5 mai 2006, toutes les actions à titre irréductible et réductibles ayant été souscrites.

4. Les souscriptions ont été libérées au moyen de versement en espèces à concurrence de 276.210 € (prime d'émission incluse) et par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société à concurrence de 286.659 € (prime d'émission incluse).

Les fonds provenant des souscriptions en espèces ont été déposés à la BANQUE POPULAIRE DES ALPES - Agence Annecy Bonlieu (74), laquelle a établi le certificat du dépositaire prévu par la Loi, en date du 5 mai 2006.

Les souscriptions par compensation ont été constatées par un certificat de Monsieur Paul MOLLIN, Commissaire aux Comptes, en date du 28 avril 2006, au vu de l'arrêté de compte établi le 27 avril 2006 par le conseil d'administration.

5. Le Président demande en conséquence au conseil de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

6. Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration adopte, à l'unanimité, les décisions suivantes :

Le Conseil d'Administration constate que l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 2006 est définitivement réalisée.

Le Conseil d'Administration constate que la modification des articles 6 et 8 des statuts, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 2006 est devenue définitive à la même date. En conséquence, les articles 6 et 8 des statuts sont désormais rédigés comme suit :

ARTICLE 6 - APPORTS (nouvelle rédaction)

1) Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) Francs en numéraire, correspondant au montant nominal de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) actions de CENT (100) Francs chacune composant le capital social. Ces 10.500 actions ont été intégralement souscrites et libérées du quart à la souscription, soit la somme de 262.500 Francs.

2) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 15 septembre 1992, le capital a été augmenté d'une somme de 1.100.000 Francs par suite de l'apport partiel d'actif effectué par la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY".

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY, ONZE MILLE (11.000) actions de CENT (100) Francs chacune, entièrement libérées.

3) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mars 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs pour le porter de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs à QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs, par l'émission de 21.500 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

4) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 27 septembre 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de CINQ MILLIONS DE FRANCS (5.000.000 F) pour le porter de QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs à NEUF MILLIONS TROIS CENT MILLE (9.300.000) Francs, par l'émission de 50.000 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, libérées en numéraire.

5) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 29 septembre 2000, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de CINQ CENT TRENTE SEPT MILLE SIX CENTS (537.600) Francs pour le porter de NEUF MILLIONS TROIS CENT MILLE (9.300.000) Francs à NEUF MILLIONS HUIT CENT TRENTE SEPT MILLE SIX CENTS (9.837.600) Francs, par l'émission de 5.376 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées en numéraire.

6) Suivant procès-verbal en date du 15 mars 2002, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 74.283,55 € par incorporation de la même somme prélevée sur le poste de réserves « Autres Réserves » inscrit au bilan de la société et élévation de la valeur nominale des actions existantes à 16 €. Le capital social est ainsi fixé à UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEIZE (1.574.016) Euros.

7) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mars 2006, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENT CINQUANTE DEUX (333.552) € pour le porter de UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEIZE (1.574.016) € à UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €, par l'émission de 20.847 actions nouvelles de 16 € de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces ou par compensation avec des créances certaines liquides et exigibles sur la Société.

Le capital social est ainsi fixé à la somme de UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €

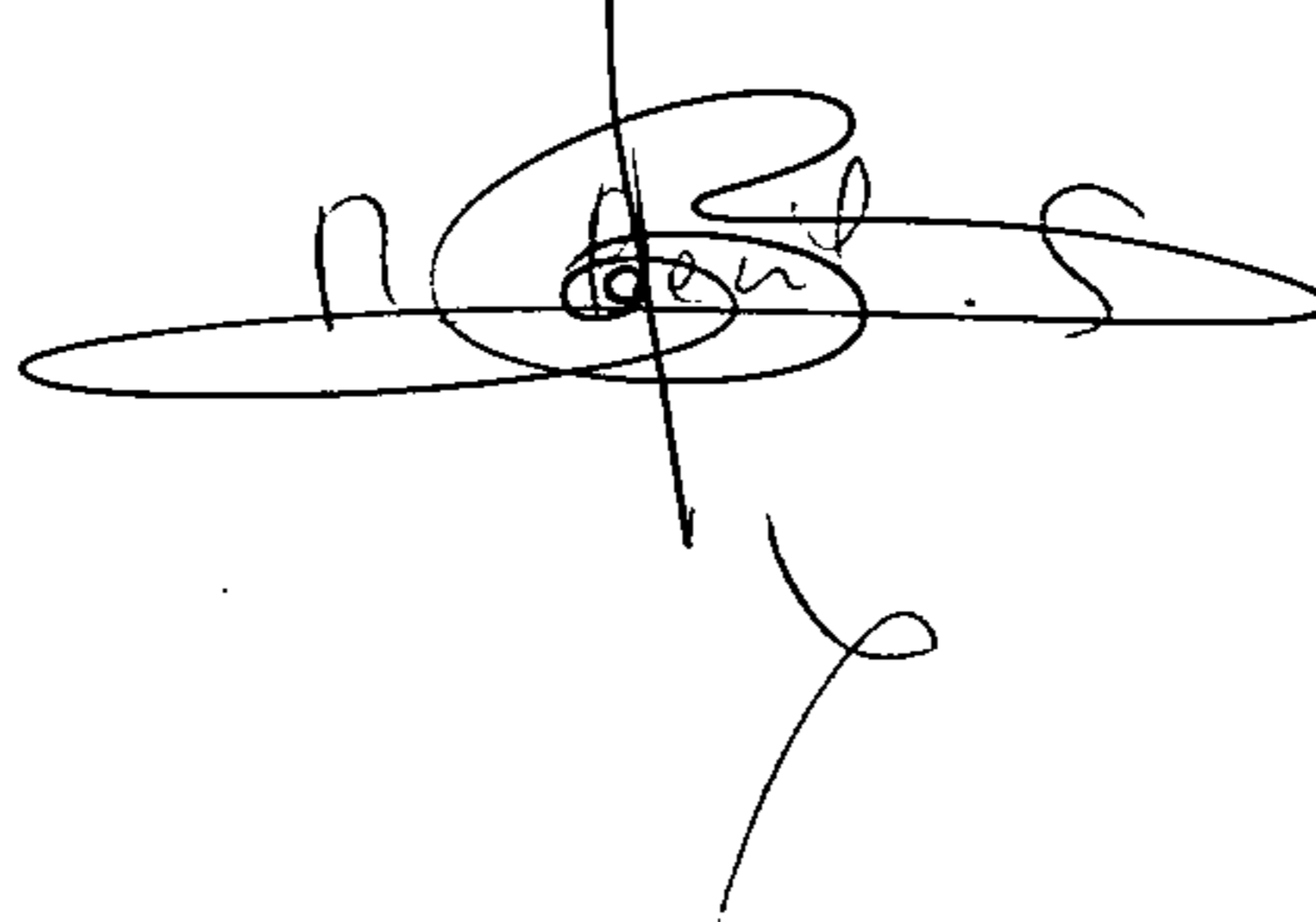
ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL (nouvelle rédaction)

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €. Il est divisé en CENT DIX NEUF MILLE DEUX CENT VINGT TROIS (119.223) actions d'une seule catégorie de SEIZE (16) € chacune, à concurrence de 108.223 actions de numéraire intégralement libérées et de 11.000 actions d'apport intégralement libérées.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix-huit heures.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le Président et un Administrateur.

**POUR COPIE
CERTIFIÉE CONFORME**

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'N. B. S.', is written over the text 'POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME'. A vertical line extends downwards from the signature.

Enregistré à : SERVICE DES IM POTS DES ENTREPRISES DE SEYNOD

Le 21/08/2006 Bordereau n°2006/287 Case n°4

Ext 650

Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

Le Receveur principal

A large, stylized handwritten signature in black ink is written over the text 'Le Receveur principal'.



**BANQUE POPULAIRE
DES ALPES**

CERTIFICAT D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Nous soussignés, BANQUE POPULAIRE DES ALPES, dont le siège social est sis à Corenc (38) _ 2 avenue du Grésivaudan, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le n° B 605 520071, représentée par Laurence BERTRAND agissant en qualité de Directeur d'Agence

Vu les bulletins de souscription à l'augmentation de capital de la Société EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE au capital de 1 574 016 Euros passé à 1 907 568 Euros dont le siège social est Rue du Champ de la Vigne 74600 SEYNOD décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 30/03/06

Certifions qu'il a été déposé sur un compte spécial « Augmentation de Capital » n° 31286409211 ouvert au nom de la société EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE la somme de 276 210 Euros.

La BANQUE POPULAIRE DES ALPES n'agit qu'à titre de simple dépositaire agréé, tel que prévu par la législation applicable aux sociétés, et déclinent toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Le présent certificat est délivré pour servir ce que de droit.

Fait en 5 exemplaires, à Annecy, le 5 mai 2006.

BANQUE POPULAIRE DES ALPES
Agence ANNECY BONLIEU
Laurence BERTRAND
Directeur d'Agence

Siège social :
2, avenue du Grésivaudan
38700 CORENC
Adresse postale :
B.P. 43 - Corenc
38701 LA TRONCHE Cedex
Téléphone : 0 821 001 920*
Télécopie : 0 821 004 950*
* (0,118 € TTC/min)
www.alpes.banquepopulaire.fr

GRUPE BANQUE POPULAIRE

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par l'article L 512.2 du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux Etablissements de Crédit - Siren 605 520 071 RCS GRENOBLE - activité annexe Société de courtage d'assurance - garantie financière et assurance responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du Code des Assurances

EUREX FIDUCIAIRE EUROPEENNE

Société Anonyme au capital de 1 574 016 euros

Siège social : 1 rue du Champ de la Vigne

74600 SEYNOD

385 274 196 RCS ANNECY

Certificat du dépositaire

En ma qualité de commissaire aux comptes de la société Eurex Fiduciaire Européenne j'ai procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications permettant d'établir le certificat prévu à l'article L.225-146, alinéa 2 du Code de commerce.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences conduisant à vérifier :

- le bulletin de souscription par lequel la société Eurex Fiduciaire Européenne a souscrit 20 847 actions nouvelles d'un nominal de 16 euros de la société Eurex Compagnie Fiduciaire Européenne à l'occasion d'une augmentation du capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2006
- la déclaration incluse dans le bulletin manifestant sa décision de libérer sa souscription par compensation avec la créance liquide et exigible qu'elle possède sur la société,
- l'arrêté de compte établi le 27 avril 2006 par le conseil d'administration, dont nous avons certifié l'exactitude le 27 avril 2006 duquel il ressort que la société Eurex Fiduciaire Européenne possède sur la société Eurex Compagnie Fiduciaire Européenne une créance de 286 659 euros,
- le caractère liquide et exigible de cette créance,
- l'écriture comptable de compensation de la créance visée ci-dessus permettant de constater la libération des actions.

Sur la base de ces vérifications, je délivre le présent certificat en quatre exemplaires qui tient lieu de certificat de dépositaire.

Le 28 avril 2006

Le commissaire aux comptes


Paul MOLLIN

"EUREX - FIDUCIAIRE EUROPEENNE"

Société Anonyme
Capital Social : 1.907.568 €
Siège Social : Rue du Champ de la Vigne

74600 - SEYNOD

Société Anonyme d'Expertise Comptable
inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables
Et Comptables Agréés de la Région de LYON

* * *

SIREN 385.274.196 RCS ANNECY
(92 B 273)

* * *

STATUTS

(A jour au 30 mars 2006)

HISTORIQUE

I - Aux termes d'un acte sous seings privés en date à SEYNOD du 13 mars 1992, enregistré à ANNECY OUEST le 17 mars 1992, Volume 6, Folio 83, Bordereau 141/2, il a été constitué entre diverses personnes, une Société Anonyme au capital de 1.050.000 Francs, dénommée "EUREX - CFE", dont le siège social a été fixé à SEYNOD - 74600 - Rue du Champ de la Vigne.

II - Suivant procès-verbal en date du 10 août 1992, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé :

- de modifier l'article 19 des statuts suite au report de la date de clôture du premier exercice social;
- de supprimer l'article 27 des statuts relatif à la nomination des premiers administrateurs et des Commissaires aux Comptes ;
- de supprimer purement et simplement les articles 28 à 30 des statuts, comme conséquence de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

III - Aux termes d'une délibération en date du 15 septembre 1992, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires :

- a approuvé le contrat d'apport partiel d'actif par lequel la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY" lui a fait apport de l'ensemble de l'activité d'Expertise Comptable exercée à ANNECY, LYON, RUMILLY, CHAMBERY, AIX LES BAINS et ALBERTVILLE, évaluée à la somme de 1.100.000 Francs ;
- a augmenté le capital social de la société de 1.100.000 Francs par création de 11.000 actions d'une valeur nominale de 100 Francs chacune entièrement libérées et attribuées à la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY" ;
- a modifié corrélativement les articles 6 et 8 des statuts ;
- a décidé de modifier sa dénomination sociale pour adopter celle de "EUREX - FIDUCIAIRE EUROPEENNE" et modifié en conséquence l'article 2 des statuts.

IV - Aux termes d'une délibération en date du 30 mars 1996, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires :

- a augmenté le capital social de la société de 2.150.000 Francs par création de 21.500 actions d'une valeur nominale de 100 Francs chacune entièrement libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société ;
- a modifié corrélativement les articles 6 et 8 des statuts.

V - Aux termes d'une délibération en date du 27 septembre 1996, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires :

- a augmenté le capital social de la société de 5.000.000 Francs par création de 50.000 actions d'une valeur nominale de 100 Francs chacune entièrement libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société ;
- a modifié corrélativement les articles 6 et 8 des statuts.

VI - Aux termes d'une délibération en date du 4 août 1999, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a décidé de modifier les articles 9, 15 et 16 des statuts suite à la mise en conformité des statuts de la société avec les dispositions de la Loi du 8 août 1994.

VII – Aux termes d'une délibération en date du 29 septembre 2000, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a décidé de modifier les articles 6 et 8 des statuts suite à augmentation du capital social.

VIII – Aux termes d'une délibération en date du 15 mars 2002, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a décidé :

- d'augmenter le capital social d'une somme de 74.283,55 € pour le porter à la somme de 1.574.016 € par voie d'incorporation de réserves et élévation de la valeur nominale des actions composant le capital social ;
- de modifier corrélativement les articles 6 et 8 des statuts.

IX – Aux termes d'une délibération en date du 14 mars 2003, l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires a décidé de :

- Mettre en harmonie les statuts avec les dispositions de l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 relative à la codification du Code de Commerce ;
- Mettre en harmonie les statuts avec les dispositions de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 ;
- Modifier les statuts en application de l'article L 225-51-1 du Code de Commerce ; application de l'article L 131-I de la Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001.

X – Aux termes d'une délibération en date du 30 mars 2006, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a décidé :

- d'augmenter le capital social d'une somme de 333.552 € par voie d'émission de 20.847 actions nouvelles libérées intégralement en espèces et par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles ;
- de modifier corrélativement les articles 6 et 8 des statuts.

Lesquels statuts se trouvent désormais rédigés comme suit :

"EUREX - FIDUCIAIRE EUROPEENNE"

Société Anonyme
Capital Social : 1.907.568 €
Siège Social : Rue du Champ de la Vigne

74600 - SEYNOD

Société Anonyme d'Expertise Comptable
inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables
Et Comptables Agréés de la Région de LYON

* * *

SIREN 385.274.196 RCS ANNECY
(92 B 273)

* * *

STATUTS

ARTICLE 1er - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés anonymes, ainsi que sur l'organisation et l'exercice de la profession d'Expert Comptable, et par les présents statuts.

La société comprendra au moins sept actionnaires, parmi lesquels au moins trois Experts Comptables inscrits au Tableau de l'Ordre.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : "EUREX - FIDUCIAIRE EUROPEENNE".

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société Anonyme" ou des lettres "S.A.", et de l'énonciation du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la circonscription de l'Ordre, où la Société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet, dans tous pays, l'exercice de la profession d'Expert Comptable telle qu'elle est définie par l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut prendre des participations dans toute société inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables et Comptables Agréés.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

Elle peut également exercer la profession de Commissaire aux Comptes dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à SEYNOD - 74600 - Rue du Champ de la Vigne.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département, ou d'un département limitrophe, par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

ARTICLE 6 - APPORTS

1) Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) Francs en numéraire, correspondant au montant nominal de DIX MILLE CINQ CENTS (10.500) actions de CENT (100) Francs chacune composant le capital social. Ces 10.500 actions ont été intégralement souscrites et libérées du quart à la souscription, soit la somme de 262.500 Francs.

2) Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 15 septembre 1992, le capital a été augmenté d'une somme de 1.100.000 Francs par suite de l'apport partiel d'actif effectué par la société "COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY".

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à COMPAGNIE FIDUCIAIRE EUROPEENNE ANNECY, ONZE MILLE (11.000) actions de CENT (100) Francs chacune, entièrement libérées.

3) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mars 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs pour le porter de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE MILLE (2.150.000) Francs à QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs, par l'émission de 21.500 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

4) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 27 septembre 1996, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de CINQ MILLIONS DE FRANCS (5.000.000 F) pour le porter de QUATRE MILLIONS TROIS CENT MILLE (4.300.000) Francs à NEUF MILLIONS TROIS CENT MILLE (9.300.000) Francs, par l'émission de 50.000 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, libérées en numéraire.

5) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 29 septembre 2000, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de CINQ CENT TRENTE SEPT MILLE SIX CENTS (537.600) Francs pour le porter de NEUF MILLIONS TROIS CENT MILLE (9.300.000) Francs à NEUF MILLIONS HUIT CENT TRENTE SEPT MILLE SIX CENTS (9.837.600) Francs, par l'émission de 5.376 actions nouvelles de 100 Francs de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées en numéraire.

6) Suivant procès-verbal en date du 15 mars 2002, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 74.283,55 € par incorporation de la même somme prélevée sur le poste de réserves « Autres Réserves » inscrit au bilan de la société et élévation de la valeur nominale des actions existantes à 16 €. Le capital social est ainsi fixé à UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEIZE (1.574.016) Euros.

7) Aux termes d'un procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 30 mars 2006, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE CINQ CENT CINQUANTE DEUX (333.552) € pour le porter de UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEIZE (1.574.016) € à UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €, par l'émission de 20.847 actions nouvelles de 16 € de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées en espèces ou par compensation avec des créances certaines liquides et exigibles sur la Société.

Le capital social est ainsi fixé à la somme de UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €

ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION NEUF CENT SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE HUIT (1.907.568) €. Il est divisé en CENT DIX NEUF MILLE DEUX CENT VINGT TROIS (119.223) actions d'une seule catégorie de SEIZE (16) € chacune, à concurrence de 108.223 actions de numéraire intégralement libérées et de 11.000 actions d'apport intégralement libérées.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS - LISTE DES ACTIONNAIRES - REPARTITION DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La liste des actionnaires sera communiquée au Conseil régional de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agréés, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

Les deux tiers des actions doit toujours être détenue par des Experts-Comptables inscrits au Tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions des articles 7 et 11 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945. Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des actions de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts ou actions que les Experts Comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts ou actions composant son capital.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 9 sur les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels Experts Comptables et Commissaires aux Comptes.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles 7-6° et 11-6° de l'Ordonnance du 19 Septembre 1945 et de l'article L 225-218 du Code de Commerce.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS - PREEMPTION ET AGREMENT

1. - La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou à compter de la réalisation de l'augmentation du capital.

La loi n° 88-15 du 5 janvier 1988 a supprimé le délai de non-négociabilité des actions d'apport qui était de deux ans.

2. Toute cession d'actions, même entre actionnaires, doit respecter les droits de préemption prévus au présent article et les règles énoncées à l'article 9 concernant les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts-comptables.

En outre, en cas de non exercice de ces droits de préemption, toute cession à un tiers à quelque titre que ce soit doit être soumise au droit d'agrément stipulé dans ce même article.

3. L'actionnaire cédant doit notifier son projet de cession à la société par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire (ou ses dénomination, forme juridique et siège social), le cas échéant sa qualité d'Expert-Comptable D.P.L.G. inscrit au Tableau de l'Ordre, le nombre des actions à céder, le prix et les autres conditions de la cession projetée.

Cette notification vaut offre aux prix et conditions mentionnés, au profit de tous les actionnaires, selon les modalités ci-après précisées.

A défaut d'accord entre les actionnaires bénéficiaires, le droit de préemption de chacun est proportionnel à sa participation dans le capital, compte non tenu des actions offertes.

4. Le projet de cession est porté à la connaissance de tous les actionnaires, à la diligence de la société dans le délai maximum de 10 jours à compter de la notification qui précède. Cette information porte sur l'ensemble des éléments de la notification, et doit rappeler les dispositions du présent article.

5. Tout actionnaire désirant exercer son droit de préemption doit le notifier à la société, dans le délai maximum de 30 jours à compter de la notification prévue au 3 qui précède.

Il précise en outre le nombre d'actions qu'il serait susceptible d'acquérir, au cas où tous les actionnaires n'exerceraient pas leurs droits.

Faute par un actionnaire de notifier son intention dans le délai précité, il sera réputé avoir définitivement renoncé à ce droit pour la cession en cause.

6. Le Conseil d'Administration se réunit dans le délai maximum de 40 jours à compter de la notification prévue au 3 qui précède, afin de constater les levées d'option émanant des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires n'ont pas exercé leurs droits, ceux-ci sont répartis entre les autres, dans la limite de la demande de chacun, au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition éventuelle des rompus au plus fort reste.

Le Conseil d'Administration établit la liste des actionnaires avec le nombre d'actions préemptées par chacun d'eux, et la transmet sans délai à tous les actionnaires, y compris le cédant.

L'inscription au compte des actionnaires préempteurs des actions préemptées est effectuée par la société, dès réception de l'ordre de mouvement signé par le cédant.

7. Dans le cas où les droits de préemption ne seraient pas exercés pour la totalité des actions offertes, le Conseil d'Administration en avisera sans délai l'actionnaire cédant. Si le cessionnaire pressenti est un actionnaire, la cession projetée peut être réalisée, mais seulement aux mêmes prix et conditions que ceux contenus dans la notification visée au 3 ci-dessus.

Si le cessionnaire pressenti est un tiers autre qu'un actionnaire, la cession sera soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après, et la notification visée au 3 ci-dessus tiendra lieu de la notification prévue à l'article 207 du décret n° 67.236 du 23 mars 1967.

8. Dans le délai de 3 mois à compter de cette notification, le Conseil d'Administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés, le cédant, s'il est membre du Conseil d'Administration, ne pouvant prendre part au vote.

La décision n'est pas motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

9. Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le Conseil d'Administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital, et ce dans le délai de 3 mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le Conseil d'Administration avisera les actionnaires, par lettre recommandée, de la cession projetée en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au Conseil d'Administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le Conseil d'Administration, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

10. Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Conseil d'Administration dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le Conseil d'Administration peut faire acheter les actions disponibles par un (ou des) tiers.

11. Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord. A cet effet, le Conseil d'Administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'actionnaire cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de 3 mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 12 ci-après.

12. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le Conseil d'Administration notifie à l'actionnaire cédant les nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant. Faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

13. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de 3 mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de 3 mois peut être prolongé par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

14. Avis est donné au titulaire des actions, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social, pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts, ainsi que pour signer l'ordre de mouvement, à moins qu'il ne préfère renoncer à la cession.

Faute par le cédant de se présenter dans ce délai, ou de notifier dans le même délai, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son intention de renoncer à la cession, celle-ci pourra être régularisée d'office par la société.

15. Le droit d'agrément prévu aux numéros 7 à 14 qui précèdent s'applique à toute cession et à toute mutation entre vifs, à titre onéreux ou gratuit, et y compris aux cessions par adjudication publique en vertu d'une décision judiciaire. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

16. La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au Conseil d'Administration, pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire, est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4. du Code Civil.

17. En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions en portefeuille, les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaires seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra, en conséquence, faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société, dans les conditions fixées au 3 ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du Conseil d'Administration dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément, cet agrément se trouvera acquis.

En cas de refus d'agrément des attributaires ou de certains d'entre eux, le liquidateur pourra, dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions faites, de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 9 à 11 ci-dessus.

18. Après toute cession ou transmission d'actions, la société devra communiquer la liste de ses actionnaires au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés et justifier de la qualité d'Expert- Comptable D.P.L.G. inscrit au Tableau de l'Ordre du cessionnaire.

ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE

Le professionnel actionnaire radié du Tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses actions afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 9 pour la participation des professionnels dans le capital.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres actionnaires. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du code civil.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un deux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce, statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, l'inscription sur les registres sociaux mentionne le nom de l'usufruitier et du ou des nu-proprétaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-proprétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Lors de sa session du 4 mai 1988, le Conseil supérieur a décidé que l'associé membre de l'Ordre qui ne détient que la nue-proprété de parts, mais tous les droits de vote, peut être considéré comme le véritable détenteur des titres au sens de l'art.7-4° de l'ordonnance.

ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les Assemblées Générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils exécutent au nom de la société.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai stipulé sous le 13° ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

ARTICLE 15 – CONSEIL D'ADMINISTRATION – DELIBERATIONS - POUVOIRS

1 – Sauf dérogations légales, la société est administrée par un Conseil d'Administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

2 – En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'Assemblée Générale Extraordinaire statuant sur l'opération.

3 – Chaque administrateur doit être, pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire de DEUX (2) actions au moins de la société..

4 – La durée des fonctions des administrateurs est de SIX (6) années.

Les trois quarts au moins des Administrateurs en fonction doivent être Commissaire aux Comptes.

La moitié de Administrateurs doit être composée d'actionnaires experts-comptables.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire.

5 – Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

6 – Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

7 – En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du Conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

8 – Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de cinq conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

9 – Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

10 – Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation du Président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins « le tiers » des membres du Conseil d'Administration, peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Le Directeur Général, lorsqu'il n'exerce pas la présidence du Conseil d'Administration, peut demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

11 – La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins TROIS (3) jours à l'avance par lettre, télégramme, télex ou télécopie. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

12 – Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

La voix du Président de séance est prépondérante.

13 – Il est tenu un registre de présence qui est émargé par les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration.

14 – Le règlement intérieur établi par le Conseil d'Administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence conformes à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions suivantes :

- nomination, rémunération, révocation du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués ;
- arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

15 – Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance et par un administrateur ou par deux administrateurs en cas d'empêchement du Président.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration sont valablement certifiées par le Président ou le Directeur Général.

16 – Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

17 – Le Conseil d'Administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction Générale tous les documents qu'il estime utiles.

18 – Le Conseil d'Administration peut donner à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Le Conseil peut décider de la création de comités d'études chargés d'étudier les questions que le Conseil ou son Président lui soumet.

ARTICLE 16 – PRESIDENT ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX

1 – Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres personnes physiques un Président et détermine sa rémunération. Il fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Président du Conseil d'Administration doit être expert-comptable et commissaire aux comptes, ainsi que le ou les directeurs généraux.

2 – Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'Administration s'il est âgé de plus de 75 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

3 – Le Président représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

4 – En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil d'Administration désigne le Président de la réunion.

5 – Le Conseil d'Administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du Conseil.

ARTICLE 17 – DIRECTION GÉNÉRALE – DELEGATION DE POUVOIRS

Modalités d'exercice

Conformément à l'article L 225-51-1 du Code de Commerce, la Direction Générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et qui prend le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la Direction Générale est effectué par le Conseil d'Administration. La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction Générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le choix du Conseil d'Administration est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'Administration reste valable jusqu'à l'expiration du premier des mandats des dirigeants.

A l'expiration de ce délai, le Conseil d'Administration doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la Direction Générale.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction Générale n'entraîne pas une modification des statuts.

Direction Générale

En fonction de la modalité d'exercice retenue par le Conseil d'Administration, le Président ou un Directeur Général assure sous sa responsabilité la Direction Générale de la société.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'Administration qui fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 75 ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge aura été atteinte, le Directeur Général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. La révocation du Directeur Général non président peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'Administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers la société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Générale avec le titre de Directeurs Généraux Délégués.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est fixé à CINQ (5).

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux Directeurs Généraux Délégués et fixe leur rémunération.

A l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué ou les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'Administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables, sur proposition du Directeur Général, à tout moment. La révocation des Directeurs Généraux Délégués peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans justes motifs.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

1 – Il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte-courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique également aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, au conjoint, ascendants et descendants des personnes ci-dessus visées ainsi qu'à toute personne interposée.

2 – Toute convention intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, membre du Conseil de Surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions de l'article L 225-40 du Code de Commerce.

3 – Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Cependant ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'Administration aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 19 – ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

1 – Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'Administration ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes ou par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée, soit par un avis publié dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre simple adressée à chaque actionnaire.

Lorsque l'assemblée n'a pu valablement délibérer à défaut de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée sont convoquée six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée.

2 – Les avis et lettres de convocation doivent mentionner l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Elle peut, toutefois, en toute circonstance révoquer un ou plusieurs administrateurs.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quote-part du capital prévue par la loi, peuvent, dans les conditions et délais légaux, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

3 – Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou en votant par correspondance sur justification de l'inscription de ses actions dans les comptes de la société cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

4 – En cas de vote par correspondance, seuls les formulaires de vote reçus par la société trois jours avant la date de l'assemblée seront pris en compte.

5 – Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation de l'assemblée.

6 – Une feuille de présence contenant les indications prévues par la loi est établie lors de chaque assemblée.

7 – Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou par l'Administrateur le plus ancien présent à l'assemblée. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires présents et acceptants qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les procès-verbaux de délibérations sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social, d'une durée de douze mois, commence le premier octobre et finit le 30 septembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, jusqu'au 30 septembre 1993.

ARTICLE 22 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la Loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la Loi, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportée à nouveau, pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 24 - MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

I - L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

Cette faculté est applicable aux acomptes sur dividendes, prévus ci-après.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par l'Assemblée, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de celle-ci. Ce délai peut être suspendu pour une durée ne pouvant excéder trois mois, par décision du Conseil d'Administration, en cas d'augmentation du capital.

II - Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le Conseil d'Administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la Loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des Actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte-tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 25 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi et sous réserve des dispositions de l'article 8-II ci-dessus réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'Assemblée Générale est publiée dans les conditions légales.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

1 – Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

2 - Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation amiable de la société obéira aux règles ci-après, observation faite que les articles L 237-14 à L 237-20 du Code de Commerce ne seront pas applicables.

3 – Les actionnaires réunis en Assemblée Générale Extraordinaire nomment aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs Liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des Administrateurs et, sauf décision contraire de l'assemblée, à celles des Commissaires aux Comptes.

L'Assemblée Générale Ordinaire peut toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

4 – Les liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils aviseront, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds.

Les sommes revenant à des actionnaires ou à des créanciers et non réclamées par eux seront versés à la Caisse des Dépôts et Consignations dans l'année qui suivra la clôture de la liquidation.

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privés, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

5 – Au cours de la liquidation, les assemblées générales sont réunies aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L 237-23 et suivants du Code de Commerce.

Les assemblées générales sont valablement convoquées par un liquidateur ou par des actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social.

Les assemblées sont présidées par l'un des liquidateurs ou, en son absence, par l'actionnaire disposant du plus grand nombre de voix. Elles délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

6 – En fin de liquidation, les actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer, ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du Tribunal de Commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

7 – Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

8 – Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la société entraîne, lorsque l'actionnaire unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil.

Article 27 - CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Tout actionnaire de la société exerçant son activité de professionnel de la comptabilité accepte la clause de non concurrence suivante :

Pendant toute la durée de l'actionnariat de l'actionnaire professionnel de la comptabilité, celui-ci s'interdit d'effectuer directement ou par l'entremise d'une personne morale ou physique ou de favoriser tout travail de comptabilité ou de commissariat pour un profit autre y compris le sien que celui de la société.

A son départ, l'actionnaire s'engage à ne pas accepter, sauf accord de la société, les missions qui pourraient lui être confiées par tout client de la société et ce, pendant un délai de 3 exercices complets.

Lorsque l'actionnaire fait connaître son intention de céder la totalité de ses parts, un accord doit être recherché entre le Conseil d'Administration et l'intéressé aux fins de régler les conditions de son départ. Le Conseil d'Administration peut autoriser le principe de la cession à l'intéressé des dossiers traités par lui. Chaque dossier est évalué à un montant égal à une fois le montant des honoraires perçus par la société sur ce dossier au cours des 12 derniers mois, sans que ce montant puisse être inférieur à une fois le montant moyen annuel, des honoraires perçus par la société sur le dossier, au cours des 3 derniers exercices complets précédant le départ.

En aucun cas la décision du Conseil d'Administration autorisant le principe de la cession du dossier, n'engage le client de la société. Une telle décision produit deux effets :

- Elle rend non applicable le 3e alinéa du présent article vis-à-vis du dossier considéré sous réserve du respect des obligations déontologiques. Elle libère l'associé salarié de la clause de non concurrence éventuellement contenue dans son contrat vis-à-vis de ce dossier.
- Elle interdit à la société d'effectuer toute manoeuvre abusive tendant à la conservation du dossier.

La présente clause est opposable à tout actionnaire qui est réputé en avoir pris connaissance.

ARTICLE 28 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, celle-ci s'efforcera de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés au Tableau duquel elle est inscrite.

Toutes contestations qui s'élèveraient pendant la durée de la société ou sa liquidation soit entre la société et les actionnaires membres de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés, soit entre les actionnaires membres de cet Ordre, seront soumises à cet arbitrage.

En cas de contestation entre la société ou un actionnaire membre de l'ordre d'une part, et un actionnaire non membre de l'Ordre d'autre part, la société ou l'actionnaire membre de l'Ordre s'efforcera de faire accepter cet arbitrage.

Les autres contestations et celles qui ne pourraient être ainsi réglées seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

